



Rapport d'activités – année de référence 2021.



Référence : RAPACT2021-V1.0.
Marc Barvais, Président.
Frédéric Rasic, Directeur général.
Joël Lambillotte, Directeur général adjoint.

Avec le soutien de



Wallonie





1 Avant-propos.

Le présent rapport présente les principales activités réalisées durant l'année 2021 et justifie l'utilisation faite du subside couvert par « **l'arrêté ministériel octroyant à l'intercommunale en matière de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) une subvention destinée à couvrir ses frais de fonctionnement durant l'exercice 2021** ».

Pour toutes informations complémentaires, n'hésitez pas à nous contacter :

IMIO SCRL

Marc Barvais, Président.

Frédéric Rasic, Directeur Général.

Rue Léon Morel, 1 - 5032 Isnes

Tel 0032(81)586.100

Fax : 0032(81)586.129

Email: contact@imio.be

<http://www.imio.be>

2 Le mot du président.

Nous pouvons collectivement nous réjouir de la décision prise d'oser le pari d'iMio. Et c'est tout aussi collectivement qu'il faut continuer à soutenir et faire évoluer cette entreprise afin de garantir aux Pouvoirs locaux Wallons le meilleur niveau de service pour promouvoir et coordonner la mutualisation de solutions organisationnelles, de produits et services informatiques.

iMio a acquis l'expérience et la maturité qui lui permettent de relever les nombreux défis qui lui sont soumis. **366 Pouvoirs locaux ont décidé de nous faire confiance et tous les objectifs fixés dans les business plans ont été atteints.**

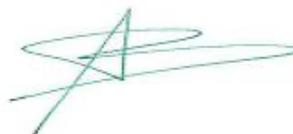
Certes, tout n'est pas fait ! Beaucoup reste à faire mais la direction prise est bien celle voulue par le Gouvernement Wallon lors de la création de l'Intercommunale. Il est certain que la pression financière sur les Pouvoirs locaux ne fera que s'accroître dans les prochaines années. La nécessité pour ceux-ci de se doter d'outils informatiques abordables et performants, les accompagnant dans leurs démarches de bonne gouvernance, de simplification administrative et d'automatisation des processus métiers ne fera que s'accroître. Comment faire toujours plus et mieux malgré une plus grande incertitude face aux moyens ?

Je suis convaincu qu'iMio est et reste au cœur du dispositif à mettre en place pour solutionner cette difficile équation. Mutualisons nos ressources et nos moyens, partageons nos bonnes pratiques et favorisons les synergies entre les Pouvoirs locaux et les autres niveaux de pouvoirs. Je ne doute pas que le travail déjà réalisé et les résultats engrangés auprès de 333 Pouvoirs locaux démontrent l'impérieuse nécessité d'une structure comme iMio, ainsi que son efficacité. L'adoption d'un modèle d'organisation agile, proche du terrain associé à un écosystème composé de partenaires privés et publics permet de réaliser notre mission avec rapidité et efficacité tout en intégrant une stratégie à long terme.

Notre stratégie s'articule autour de 7 piliers :

1. Mutualiser les besoins, les ressources et les bonnes pratiques ;
2. Poursuivre et amplifier nos services aux communes tout en maîtrisant la croissance ;
3. Mettre en place un cadre d'interopérabilité à destination des Pouvoirs locaux pour le compte de la région ;
4. Accompagner les Pouvoirs locaux en matière d'e-Gouvernement et de simplification administrative dans la continuité de la vision régionale ;
5. Développer les synergies avec les autres niveaux de pouvoir et le secteur privé pour générer notre écosystème ;
6. Étendre la couverture de notre territoire d'intervention ;
7. Maîtriser les coûts et tendre vers l'autonomie financière.

Il est néanmoins impératif que le Gouvernement Wallon continue à nous apporter son soutien pour que nous puissions atteindre les objectifs visés lors de la création de l'Intercommunale.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Marc Barvais', written over a light blue grid background.

Marc Barvais - Président.



Table des matières.

1	AVANT-PROPOS.	- 3 -
2	LE MOT DU PRESIDENT.	- 4 -
3	IMIO EN QUELQUES MOTS.	- 7 -
3.1	iMio.	- 7 -
3.2	iMIO ET LA STRATEGIE WALLONNE EN MATIERE DE TIC.	- 7 -
3.3	HISTORIQUE DE LA MUTUALISATION EN WALLONIE.	- 7 -
3.4	UNE RECONNAISSANCE EUROPEENNE.	- 8 -
3.5	NOS VALEURS.	- 8 -
3.6	QUELQUES CHIFFRES CLES D’iMIO (SITUATION AU 31/12/2021).	- 9 -
3.7	NOS MISSIONS.	- 9 -
3.8	NOS OFFRES DE SERVICES.	- 10 -
3.8.1	<i>Une centrale de marché.</i>	- 10 -
3.8.2	<i>Audit et consultance - Optimisation des processus et simplification administrative.</i>	- 10 -
3.8.3	<i>Logiciels métiers actuellement disponibles.</i>	- 10 -
3.9	NOTRE MODELE.	- 11 -
3.9.1	<i>L’activité de production de logiciels libres.</i>	- 12 -
3.9.2	<i>Les perspectives économiques locales et la dépendance commerciale.</i>	- 12 -
3.9.3	<i>La maîtrise technique.</i>	- 12 -
3.9.4	<i>La co-crédation/production.</i>	- 12 -
3.9.5	<i>Importance du modèle d’intercommunale.</i>	- 12 -
4	PARTICIPATION DES POUVOIRS LOCAUX AU MODELE PROPOSE PAR IMIO.	- 14 -
4.1	NOS ASSOCIES.	- 14 -
4.2	SOLUTIONS UTILISEES PAR NOS MEMBRES.	- 17 -
5	STRUCTURE DE L’INTERCOMMUNALE.	- 19 -
5.1	LES ORGANES DE GESTION.	- 19 -
5.1.1	<i>Liste des administrateurs (année 2021).</i>	- 19 -
5.2	TAUX DE PARTICIPATION DES ADMINISTRATEURS AUX ORGANES DE GESTION DE L’INTERCOMMUNALE iMIO EN 2021.	- 20 -
5.3	REPRESENTATION D’iMIO DANS LES SOCIETES ET ORGANISMES.	- 20 -
5.4	ORGANIGRAMME FONCTIONNEL.	- 21 -
6	ACTIVITES REALISEES EN 2021.	- 22 -
6.1	GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE L’INTERCOMMUNALE.	- 22 -
6.2	PASSATION DE MARCHES PUBLICS.	- 22 -
6.3	PROMOTION DE NOS SERVICES.	- 24 -
6.4	MODIFICATION DE NOS STATUTS.	- 25 -
6.5	ACTIVITE "ACCOMPAGNEMENT ORGANISATIONNEL, SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ET CENTRALE DE MARCHES/D’ACHATS".	- 26 -
6.5.1	<i>Gestion des emplois et des compétences : logiciel Os-Skill.</i>	- 26 -
6.5.2	<i>Gestion des services techniques : logiciel Atal version 5 et e-Atal.</i>	- 26 -
6.5.3	<i>Accompagnement organisationnel.</i>	- 26 -
6.6	ACTIVITE "PRODUCTION DE LOGICIELS LIBRES EN MUTUALISATION".	- 28 -
6.6.1	<i>Configuration et maintenance des outils.</i>	- 28 -
6.6.2	<i>Demandes de support/développement.</i>	- 28 -
6.6.3	<i>Développement et évolution des outils.</i>	- 29 -
6.6.4	<i>Support aux utilisateurs, ateliers et formations.</i>	- 29 -
6.6.5	<i>Gestion de l’infrastructure.</i>	- 31 -
6.6.6	<i>Nouveautés.</i>	- 31 -
6.6.7	<i>Projet de coopération avec le SIGI du Grand-Duché du Luxembourg.</i>	- 34 -
6.6.7.1	<i>Introduction.</i>	- 34 -



6.6.7.2	La réutilisation.....	- 34 -
6.6.7.3	Le projet communautaire.....	- 35 -
6.6.8	<i>Mission Cyber sécurité</i>	- 35 -
7	COMPTES TEMPORAIRES 2021.	- 37 -
7.1	CHIFFRE D'AFFAIRES.	- 37 -
7.2	PRODUCTION DES IMMOBILISES.	- 38 -
7.3	ENSEMBLE DES CHARGES EN PERSONNEL.	- 38 -
7.4	SOUS-TRAITANCE & HEBERGEMENT.	- 39 -
7.5	MARGE S/ ACTIVITE.	- 39 -
7.6	FRAIS GENERAUX (SUIVANT LE RAPPORT ANALYTIQUE).	- 39 -
7.7	PRESTATIONS POUR IMMOBILISATIONS	- 39 -
7.8	JETONS DE PRESENCE.	- 39 -
7.9	SUBSIDES ACCORDES.....	- 39 -
7.10	CONSOMMATION SUBSIDES.....	- 39 -
7.11	EBITDA SUIVANT NOTRE ANALYTIQUE	- 39 -
7.12	AMORTISSEMENTS.	- 40 -
7.13	EBIT SUIVANT NOTRE ANALYTIQUE	- 40 -
7.14	RESULTAT FINAL.....	- 40 -
7.15	COMPARAISON PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXES.	- 40 -
8	ANNEXES :	- 42 -



3 iMio en quelques mots.

3.1 iMio.

Créée en 2012, l'Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle (iMio) a pour objectif de **promouvoir et de coordonner la mutualisation** de solutions métiers, de produits et services pour les Pouvoirs locaux de la Région wallonne et est articulée autour de trois activités principales :

1. **Produire des logiciels Open source interopérables** répondant aux besoins des Pouvoirs locaux. Le modèle Open source permet à iMio d'avoir la maîtrise des outils et d'avoir le choix du prestataire pour la réalisation de développements. Une partie des développements peut aussi être assurée en interne, ce qui garantit une plus grande autonomie d'action ;
2. **Acheter des solutions propriétaires en centrale d'achat et/ou marché** pour permettre aux communes de bénéficier de solutions du marché à moindre coût et offrir un service d'accompagnement à leur utilisation et leur évolution ;
3. **Formaliser les processus** de travail des Pouvoirs locaux (organisationnel).

3.2 iMio et la stratégie wallonne en matière de TIC.

La DPR 2010-2014 avait l'ambition « d'inscrire la Région Wallonne dans la société de la connaissance et de l'information ». Ces principes ont été repris dans celle de 2014-2016 et illustrés dans Digital Wallonia. Par mutualisation, le gouvernement entend garantir à tous les citoyens un accès libre et égal à la société de la connaissance. La Région Wallonne a l'ambition de lutter contre la fracture numérique, développer la compétitivité des entreprises, défendre un contenu de qualité, indépendant et accessible au plus grand nombre, promouvoir l'utilisation des standards ouverts et logiciels libres. Ce principe est accentué lorsqu'on évoque la gouvernance et la mutualisation informatique des Pouvoirs locaux ; à savoir les développements communs entre entités, le partage de méthodologies et d'outils et promouvoir l'usage des logiciels libres qui facilitent la mutualisation des développements informatiques.

3.3 Historique de la mutualisation en Wallonie.

Quelques initiatives ou incitants à la mutualisation informatique ont été initiés au sein des Pouvoirs locaux à partir des années 90. Les aides régionales de type « Programme d'amélioration de la gestion communale » (PROAGEC) ont permis aux communes d'améliorer leur service aux citoyens mais n'ont jamais pu faire émerger un projet informatique commun.

La donne change dans les années 2000 avec l'émergence de deux projets indépendants : Qualicité et CommunesPlone. Chacun à sa manière met en place un écosystème différent de celui proposé par les fournisseurs traditionnels des communes dont l'offre fermée ne répond plus qu'à une partie de leurs besoins. Ces projets alternatifs, menés par des « communautés de clients » se sont peu à peu structurés en véritable outils de productivité mutualisés fournissant des services et produits en s'aidant de sociétés technologiques innovantes n'ayant jusqu'alors pas d'accès à ce marché. En outre, Qualicité et CommunesPlone promouvaient une vision « bottom-up » avec cette volonté de récupérer la maîtrise de leurs outils dans un écosystème ouvert basé sur des partenariats objectivés sur base de critères de compétence, de transparence et de savoir-faire. Ils ont essaimé rapidement parmi les Pouvoirs publics, y compris la Wallonie (le logiciel de gestion des assemblées du Gouvernement Wallon « EGW » a été conçu par CommunesPlone).

Considérant que la Région comme les Pouvoirs locaux doivent faire face à des difficultés budgétaires importantes et donc viser au maximum les économies d'échelle, et que les bénéfices attendus de la mutualisation sont une diminution globale des coûts, des ressources humaines et matérielles, un partage de connaissances et une plus grande synergie entre les acteurs, le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville a souhaité opérer un rapprochement de ces deux groupements. La réflexion menée par Qualicité, l'UVCW, CommunesPlone, EasiWal et la DGO5 a finalement conduit à la création d'une seule structure (iMio) prenant la forme d'une intercommunale publique pure portée par les dix villes et communes à l'origine des initiatives Qualicité et CommunesPlone.

iMio est donc un groupement autonome de personne agissant pour le compte des Pouvoirs locaux suivant un modèle collaboratif.

3.4 Une reconnaissance Européenne.

En 2017, la Wallonie a, par l'intermédiaire d'iMio, été mise à l'honneur par la Commission Européenne lors du « Sharing & Reuse Awards Contest 2017 ».



L'objectif du concours de la commission européenne était de récompenser le partage et la réutilisation de solutions informatiques dans le secteur public afin de sensibiliser ce dernier aux avantages liés à la co-production et la mutualisation de logiciels métiers.

iMio a remporté le premier prix dans la catégorie Pouvoir locaux !

Toutes proportions gardées, iMio possède des affinités avec le programme d'interopérabilité « ISA » de la commission européenne, ainsi qu'avec leur projet de partage de logiciels open source entre pays membres (Joinup.eu) : Le potentiel de mutualisation à grande échelle, les standards ouverts, l'approche open source, l'intégration des politiques bottom-up et top-down sont des éléments que la Commission intègre dans sa politique d'amélioration de l'efficacité des administrations publiques.

3.5 Nos valeurs.

Intégrité et éthique :

Parce que nous défendons la mission de service public, nous démontrons des comportements éthiques dans toutes les dimensions de notre fonction.

Ouverture et transparence :

Parce que nous défendons la transparence et l'ouverture, nous privilégions l'utilisation de solutions « libres », « l'Opendata » et l'emploi de standards ouverts.

Coopération :

Parce que la coopération est la base de la mutualisation, nous travaillons en permanence au développement des relations entre les organisations publiques et développons un réseau de partenaires privés. C'est en groupant les forces que nous irons plus loin.

Maîtrise :

Parce que nous avons pour mission de gérer un patrimoine de solution IT pour les Pouvoirs locaux, nous garantissons la maîtrise interne de nos solutions.

Innovation :

Parce que nous voulons nous adapter et réagir au changement, nous cultivons un esprit d'initiative et participons activement à l'innovation. Nous expérimentons de nouvelles méthodes de travail et développons des idées innovantes. Nous adoptons les attitudes adéquates face à des circonstances changeantes.

Efficacité et qualité :

Parce que nous nous devons de délivrer un service de qualité et performant, nous travaillons continuellement à l'amélioration de nos services. Efficacité, agilité et recherche permanente de l'amélioration de notre valeur ajoutée font partie de nos objectifs prioritaires.



3.6 Quelques chiffres clés d'iMio (situation au 31/12/2021).



362 Pouvoirs locaux associés
dont 234 villes et communes (89% des communes)



+ de 3.400.000 habitants



900 solutions mutualisées utilisées
par plus de 30.000 agents
communaux



45 collaborateurs



+ 20% croissance en moyenne / an

3.7 Nos missions.

L'intercommunale iMio a pour objectif de promouvoir et de coordonner la mutualisation de solutions métiers et de fournir, aux Pouvoirs locaux, des produits et services en développant trois activités principales :

- La mise à disposition de solutions métiers développées « In House » ou acquises via marché public avec pour objectif de constituer et gérer un patrimoine de logiciel appartenant aux Pouvoirs locaux ;
- L'accompagnement organisationnel, la gestion de projet, l'assistance technique ou l'encadrement via les ateliers thématiques ;
- La mise en place et le déploiement d'un cadre d'interopérabilité entre les solutions des Pouvoirs locaux, celles des autres administrations régionales / fédérales et celles du secteur privé.

Les grands axes prioritaires assignés à iMio par le Gouvernement Wallon sont donc :

1. Organiser et gérer la mutualisation d'un patrimoine de solutions IT et de bonnes pratiques émanant des Pouvoirs locaux ;
2. Accompagner les Pouvoirs locaux dans cette démarche de mutualisation et les assister dans leurs projets IT ;
3. Fournir des solutions métiers intégrées produites "in house" ou acquises par marchés publics ;
3. Agir comme acteur central d'interopérabilité entre les Pouvoirs locaux, le secteur privé et les autres niveaux de pouvoirs ;
4. Participer au développement d'un modèle de bonne gouvernance.

Il est bien évident qu'au travers de notre mission, l'objectif final n'est pas de dégager des bénéfices mais bien de faire bénéficier nos membres d'avancées en augmentant la recherche et le développement dans nos solutions pour toujours optimiser les performances des Pouvoirs locaux.

3.8 Nos offres de services.



Des logiciels libres pour chaque métier

Développement de logiciels open source, accompagnement à leur utilisation et leur évolution



Une centrale de marché

Possibilité pour les pouvoirs publics d'acquérir des biens et services à moindre coût et d'être accompagnés dans leurs démarches d'achat



De l'audit et de la consultance informatique

Services de conseils en management, organisation, architecture, gouvernance, bonnes pratiques et stratégie

3.8.1 Une centrale de marché.

Acheter des solutions propriétaires en centrale d'achat pour permettre aux communes de bénéficier de solutions du marché à moindre coût et offrir un service d'accompagnement à leur utilisation et leur évolution.

3.8.2 Audit et consultance - Optimisation des processus et simplification administrative.

Améliorer la performance est un souci constant pour toute administration. Parmi les solutions existantes, l'approche processus est une méthode d'analyse qui consiste à décrire de manière méthodique un organisme dans le but d'agir sur celui-ci. A partir de là, on peut optimiser les processus en améliorant et en simplifiant les façons de faire de chacun. L'optimisation et la simplification des processus ne peuvent se réaliser avec succès sans tenir compte de la dimension humaine qui assure la continuité de la démarche et qui facilite le changement.

Au travers de notre démarche de mutualisation organisationnelle, nous accompagnons les Pouvoirs locaux dans :

- ✓ La cartographie et la modélisation des processus métiers ;
- ✓ Le partage de bonnes pratiques entre Pouvoirs locaux ;
- ✓ L'accompagnement à la simplification ;
- ✓ L'alignement des méthodes et pratiques des Pouvoirs locaux avec celles de la région ;
- ✓ L'accompagnement à la mise en œuvre de plan directeur ICT ;
- ✓ La gestion de projets ;
- ✓ L'accompagnement aux changements ...

3.8.3 Logiciels métiers actuellement disponibles.

Au travers de notre démarche, nous mutualisons aujourd'hui les solutions ci-dessous.



iA-Délib

Séances délibératives

Gérez au mieux vos dossiers de délibération, de la création à la génération du registre des PV.



iA-Géo

Cartographie numérique

Intégrez, gérez et partagez les données cartographiques



iA-PST

Gestion de projets

Dotez-vous d'une vision globale déclinée en objectifs stratégiques et opérationnels, et en actions.



iA-Urban

Urbanisme

Suivez l'ensemble des procédures administratives en matière d'urbanisme et d'environnement.



iA-Docs

Gestion électronique de documents

Généralisez la dématérialisation des documents, du courrier entrant, des délibérations du Collège, des factures...



iA-AES

Activités extrascolaires

Facilitez la gestion administrative et la facturation de vos activités extrascolaires.



iA-Web

Création de site Internet

Optez pour des modules tels que la prise de contact, la newsletter, l'album photo ou le multi-bottin.



iA-Téléservice

Guichet en ligne

Permettez à vos citoyens d'effectuer des demandes auprès de leur administration via Internet.



iA-Tech

Services techniques

Optimisez le suivi des interventions, la planification, la gestion des stocks, les marchés de biens et services.



iA-GPEC

Emplois et compétences

Établissez des descriptifs de fonction pour les évaluations, les formations, la mobilité interne, le recrutement.

Nos solutions peuvent être mises en œuvre directement sur les infrastructures des membres ou bien mises à disposition en mode SaaS « Software as a Service » sur nos infrastructures.

3.9 Notre modèle.

Afin de comprendre notre intercommunale, il est important et nécessaire de prendre en considération que :

- L'activité de notre intercommunale est **spécifique à l'économie du numérique** et donc difficilement comparable à celles des autres intercommunales. Notre intercommunale a un modèle économique collaboratif basé à 100% sur la prestation de services dans le domaine des NTIC ;
- Notre modèle économique est totalement basé sur la **co-production** (co-construction/mutualisation) avec nos membres et le secteur privé d'un patrimoine numérique (solutions IT) suivant un modèle « logiciels libres et interopérables délivré en mode hébergé (SaaS) » ;
- Notre démarche permet de faire bénéficier nos membres d'importante **économie d'échelle** et **réduit le coût des services rendus** ;
- Nous disposons et gérons **un réel patrimoine numérique** important pour le compte des Pouvoirs locaux ;
- Le modèle d'intercommunale est primordial pour permettre **une réelle démarche « bottom-up »** indispensable et complémentaire aux démarches régionales et permet à nos membres de bénéficier de la **relation inHouse** ;
- iMio repose sur un écosystème de **PME** (100% du subside régional est utilisé à de la sous-traitance) ;
- Les subsides accordés par le Gouvernement Wallon à iMio ont pour objectif de **soutenir la démarche de mutualisation** et d'**encourager les Pouvoirs locaux à s'inscrire dans cette démarche**.



A la lecture du document, vous constaterez que l'une de nos spécificités est que nous assurons à la fois une mission de service public mais que nous sommes également producteurs de biens économiques (logiciels) sur un marché concurrentiel.

3.9.1 L'activité de production de logiciels libres.

Le logiciel libre vise différents enjeux : économique, technique, législatif, social et enfin politique. Si iMio a été créée, c'était tout d'abord afin de donner une réponse inexistante à des besoins métiers. Au travers de cette réponse, elle cherche à la fois à s'affranchir d'une dépendance commerciale et de mutualiser les ressources limitées.

3.9.2 Les perspectives économiques locales et la dépendance commerciale.

iMio repose sur une sous-traitance de PME. Afin d'éviter l'accaparement de ces ressources externalisées par un acteur trop important (ce qui conduirait à un monopole), ce tissu de PME est volontairement éclaté. D'autre part, ils sont généralement sélectionnés dans une proximité géographique. En effet, pour maintenir la qualité de son réseau de compétences et sa sociabilisation, de nombreux événements physiques sont organisés (sprints de développement, séances d'information, ...). Les ateliers nécessitent également une présence physique. Tous ces éléments militent en faveur de la création d'emplois locaux.

3.9.3 La maîtrise technique.

Elle est indispensable pour être crédible, compétitif et pour exploiter le potentiel du logiciel libre (analyse et modification). Si elle n'est pas présente, le logiciel perd en qualité et finit par être supplanté par d'autres. Pour les Pouvoirs publics, c'est un gage de pérennité : Elle permet de reprendre la main sur le code source suite à une déficience d'un prestataire. C'est également une question de crédibilité : Lorsqu'une entreprise comme iMio démontre l'étendue de son savoir dans la production de logiciels, elle permet d'objectiver les compétences des prestataires externes et d'assurer le pilotage des missions.

3.9.4 La co-crédation/production.

iMio s'inscrit dans un écosystème technologique comprenant essentiellement des acteurs publics et des PME technologiques. Tous ces acteurs participent en fonction de leur intérêt et compétences aux projets. L'environnement ouvert (publication du code source) et les activités « communautaires » facilitent la mise en place de la coproduction dans un large éventail d'activités. Il est en effet assez rare de permettre aux utilisateurs finaux de collaborer au codage d'un logiciel qui sera mis en place pour des centaines d'organisation. Les activités d'animation, de coaching, les méthodologies agiles assurant un contact étroit entre le développeur et l'utilisateur aident à atteindre cet objectif.

Les principes de co-crédation liés aux logiciels libres assurent le maintien du réseau et de sa dynamique. Ce lien d'appartenance au réseau qui permet de montrer objectivement et de manière transparente que les contributions financières apportées par les membres sont réinjectées dans la communauté avec efficacité (pas de double-emploi) est essentiel pour iMio.

Il ne s'agit d'ailleurs pas toujours d'apports financiers : les ateliers permettent aux agents communaux de participer à l'élaboration des produits et les sprints de développement sont ouverts à tout développeur, qu'il soit employé par une PME ou dans une commune.

3.9.5 Importance du modèle d'intercommunale.

La structure d'intercommunale a été choisie pour plusieurs raisons :

1. Par essence, le modèle d'intercommunale est le modèle coopératif par excellence pour les Pouvoirs locaux ;



2. Le modèle d'intercommunale permet d'assurer aux Pouvoirs locaux la maîtrise de la gouvernance d'iMio et de la stratégie IT locale ;
3. La structure d'intercommunale permet aux Pouvoirs locaux de bénéficier de la relation inHouse ce qui simplifie grandement le travail de passation des marchés publics. iMio fait une fois le travail pour l'ensemble des membres. (Gain temps/argents et simplification administrative)



4 Participation des Pouvoirs locaux au modèle proposé par iMio.

4.1 Nos associés.

Au départ des 10 communes fondatrices, notre modèle a rapidement convaincu ! iMio compte au 31/12/2021 362 membres (dont 89% des villes et communes) répartis comme suit :

Catégorie de membres	Nbr
Commune et Ville	234
Province	3
CPAS	90
Zone de Police	8
Zone de secours	10
Intercommunales	11
RCA	6
TOTAL	362

Répartition des 234 communes membres :

Catégories (nbre habitants)	Nbr membres	Nbr communes	Reste	En %
0 à 5.000	54	62	8	87%
5.001 à 10.000	73	88	15	83%
10.001 à 15.000	46	49	3	94%
15.001 à 20.000	23	24	1	96%
20.001 à 40.000	29	30	1	97%
40.001 à 100.000	6	6	0	100%
Plus de 100.001	3	3	0	100%
Total général	234	262	28	89%

Province	Nbr membres	Nbr communes	Reste	En %
Province de Hainaut	63	69	6	91%
Province de Liège	71	84	13	85%
Province de Luxembourg	40	44	4	91%
Province de Namur	35	38	3	92%
Province du Brabant wallon	25	27	2	93%
Total général	234	262	28	89%

iMio représente donc aujourd'hui plus de 3.400.000 habitants.

En 2021, l'objectif fixé dans le plan stratégique de 20 nouvelles adhésions a été atteint.

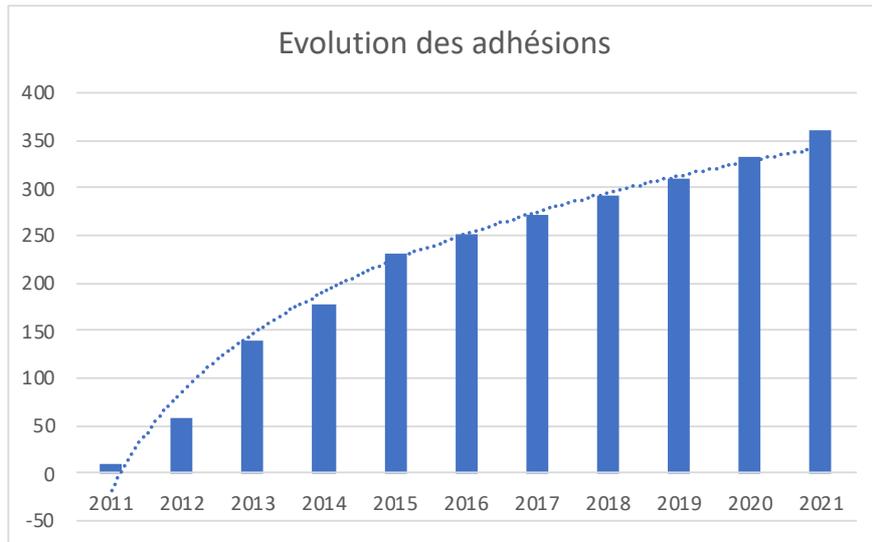


Voici la liste des Pouvoirs locaux ayant adhéré cette année :

1	CPAS	Jemeppe-sur-Sambre, Place Communale, 19 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre
2	Interco	SPI - Rue du Vertbois, 11 à 4000 Liège
3	Commune	Bernissart - Grand Place à 7320 Bernissart
4	Interco	ISBW - Rue de Gembloux, 2 à 1450 Chastre
5	CPAS	Onhayé - Rue Albert Martin, 3 à 5520 Onhayé
6	CPAS	Trois-Ponts-Place Communale, 1 A à 4980 Trois-Ponts
7	CPAS	Enghien - Rue d'Hooves, 109 à 7850 Enghien
8	CPAS	Walcourt - Allée du 125ème Régiment d'Infanterie, 1 à 5650 Walcourt
9	Commune	Walcourt - Place de l'Hôtel de Ville, 3 à 5650 Walcourt
10	Commune	Kelmis - Rue de l'Eglise, 31 à 4720 La Calamine
11	CPAS	Berloz - Rue Richard Orban, 12 à 4257 Berloz
12	CPAS	Honnelles - Rue d'en Haut, 32 à 7387 Roisin
13	Zone de Secours	NAGE - Chaussée de Liège 55 à 5100 Namur (Jambes)
14	RCA	ADLU - Avenue de l'Europe, 13 à 6000 Charleroi
15	CPAS	Bernissart - Rue Joseph Wauters, 10 - 12 à 7321 Blaton
16	RCA	Ath - Rue de Pintamont, 54 - 7800 Ath
17	CPAS	Jalhay - Place du Marché, 164 à 4845 Jalhay
18	CPAS	Vaux-sur-Sûre, Chaussée de Neufchâteau, 34 à 6640 Vaux-sur-Sûre
19	Interco	IDELUX Environnement - Drève de l'Arc-en-Ciel, 98 à 6700 Arlon
20	CPAS	LesBonsVillers -Place De Frasnes 1-6210 LesBonsVillers
21	Commune	Lobbès, Rue du Pont, 1 à 6540 Lobbès
22	CPAS	Courcelles - Rue Baudouin 1er, 119 à 6180 Courcelles
23	Zone de police	Orneau-Mehaigne - Chaussée de Tirlemont, 105 à 5030 Gembloux
24	CPAS	Aiseau Presles rue du Centre 79 à 6250 Aiseau Presles
25	CPAS	Andenne rue de l'Hôpital, 20 – 5300 Andenne
26	CPAS	Spa - Rue Hanster, 8 à 4900 Spa
27	CPAS	Ferrières - Rue de Lognoul, 6 à 4190 Ferrières
28	CPAS	Oupeye- Rue sur les vignes 37 - 4680 Oupeye
29	CPAS	Walhain, Rue Chapelle Ste-Anne 12 à 1457 Walhain
30	Commune	Anthismes - rue de l'Hotel de Ville 1 - 4160 Anthismes

La RCA Le Carmel a décidé de ne plus être membre de notre intercommunale.

10 dossiers d'adhésion sont également en cours.



Le registre des associés est repris en annexe du présent rapport.



4.2 Solutions utilisées par nos membres.

Au 31/12/2021, nous avons 896 solutions en production et une soixantaine de solutions déjà commandées seront déployées durant le premier trimestre 2022.

Produit	En production	Nouvelles installations 2021	En commande
iA.Tech	63	8	0
iA.Quaive	2	2	0
iA.AES	44	11	5
iA.PST	54	3	2
iA.Téléservices	113	11	0
iA.SmartWeb	178	10	13
iA.Délib	235	33	7
Délibérations.be	26	26	16
iA.Docs	102	27	12
iA.GPEC	7	0	0
iA.Urban	51	6	9
iA.Idéabox	4	0	2
iA.Bibliothéca	17	14	0
Total	896	151	66

La liste des solutions utilisées par Pouvoirs locaux est reprise en annexe.

Durant cette année 2021, nous avons reçu au total 237 nouvelles commandes pour un montant total de 1,515 million d'euros.

Services	Total
Conseil	12
iA.AES	13
iA.Délib	73
iA.Docs	53
iA.PST	5
iA.Smartweb	32
iA.Tech	13
iA.Téléservice	13
iA.Urban	23
Total général	237



Évolution des nouveaux clients mis en production par produit et par an :

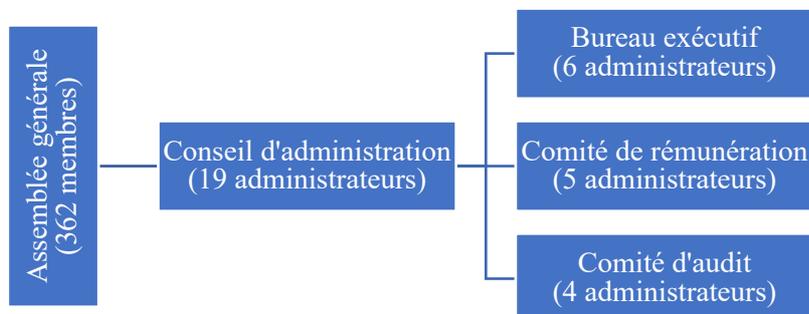
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
iA. AES				2	7	9	6	3	7	11
iA. Délib	39	15	12	29	20	17	23	20	30	33
iA. Docs		4	2	5	10	7	14	16	16	27
iA. GPEC	4	3	2	0	0	0	1	-1	-1	0
iA. PST			20	3	2	3	11	15	1	3
iA. Tech	16	3	6	8	8	8	4	1	4	8
iA. Téléservice		7	7	0	2	15	16	3	8	11
iA. Urban	7	2	2	11	6	11	5	1	4	6
iA. Web		10	8	8	11	14	11	1	4	26
Total	221	44	59	66	66	84	91	59	73	125

En plus de cette évolution des nouveaux clients, nous avons en 2021 réalisé 26 installations du module deliberations.be et une dizaine de migrations de Site internet.

Soit au total plus de 160 nouvelles implémentations en 2021.

5 Structure de l'intercommunale.

5.1 Les organes de gestion.



Société coopérative à responsabilité limitée, iMio est gérée par :

- Une Assemblée Générale composée de 5 représentants des Pouvoirs locaux associés ;
- Un Conseil d'Administration composé de 19 administrateurs ;
- Un Comité de Rémunération composé de 5 administrateurs ;
- Un Bureau Exécutif composé de 6 administrateurs ;
- Un Comité d'audit composé de 4 administrateurs.

5.1.1 Liste des administrateurs (année 2021).

Nom administrateur	Membre	Membre du CA	Membre du BE	Membre du CR	Membre du C Audit	Date début mandat
Marc Barvais	AC Mons	OUI	OUI	NON	NON	1/01/12
Philippe Dubois	AC Clavier	OUI	OUI	NON	NON	10/02/14
Pierre-Philippe Balon	AC Arlon	OUI	NON	NON	NON	26/06/19
Dominique Lugowski	AC Awans	OUI	NON	OUI	NON	10/02/14
Jean-Marc Wautier	AC Braine-L'Alleud	OUI	NON	OUI	NON	26/06/19
Damien Wathelet	AC Clavier	OUI	NON	OUI	OUI	26/06/19
Rudy Delhaise	AC Eghezée	OUI	NON	OUI	OUI	10/02/14
Benoît Dispa	AC Gembloux	OUI	NON	NON	NON	1/01/12
Bernard Löwenthal	AC Gerpinnes	OUI	OBS	NON	OUI	26/06/19
Denis Gorez	AC Gerpinnes	OUI	OUI	NON	NON	10/02/14
Rachelle Vafidis	AC La Bruyère	OUI	NON	OBS	NON	26/06/19
Emmanuelle Lelong	AC La Louvière	OUI	NON	OUI	OUI	26/06/19
Siassia-Bula Merveille	AC La Louvière	OUI	NON	NON	NON	26/06/19
Cuvelier Philippe	AC Les Bons Villers	OUI	NON	NON	NON	26/06/19
Bénédicte Poll	Intercommunale	OUI	OUI	NON	NON	26/06/19
Eric Sornin	CPAS Sambreville	OUI	OUI	NON	NON	12/12/19
Philippe Saive	AC Ans	OUI	NON	NON	NON	3/09/20
Thierry Chapelle	AC La Bruyère	OUI	NON	NON	NON	3/09/20
Amine Mallouk	AC Tournai	OUI	NON	NON	NON	9/12/20

5.2 Taux de participation des administrateurs aux organes de gestion de l'Intercommunale iMio en 2021.

Il y a eu en 2021 :

- 9 Conseils d'administration
- 1 Comité de rémunération
- 1 Comité d'audit

Le tableau ci-dessous présente le taux de participation des administrateurs aux conseils d'administration de l'intercommunale :

Nom administrateur	CA 2021									Total	% participation
	23/02/21	30/03/21	27/04/21	25/05/21	22/06/21	7/09/21	26/10/21	7/12/21			
Marc Barvais	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Philippe Dubois	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Pierre-Philippe Balon	1	1	1	1	1	0	0	1	1	6	75%
Dominique Lugowski	1	1	1	1	1	1	0	1	1	7	88%
Jean-Marc Wautier	1	1	1	1	1	0	1	0	1	6	75%
Damien Wathélet	1	1	1	1	1	1	1	1	0	7	88%
Rudy Delhaise	1	1	1	1	1	1	1	0	1	7	88%
Benoît Dispa	1	1	0	1	0	0	0	0	0	3	38%
Bernard Löwenthal	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Denis Gorez	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Rachelle Vafidis	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Emmanuelle Lelong	1	1	0	0	0	1	0	1	1	4	50%
Siassia-Bula Merveille	1	1	1	1	1	1	0	1	1	7	88%
Cuvelier Philippe	1	1	0	0	1	0	1	0	0	4	50%
Bénédicte Poll	1	1	1	1	1	0	0	1	1	6	75%
Eric Sornin	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Philippe Saive	1	0	1	1	1	0	0	1	1	5	63%
Thierry Chapelle	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	100%
Amine Mallouk	1	1	1	1	1	0	1	0	1	6	75%

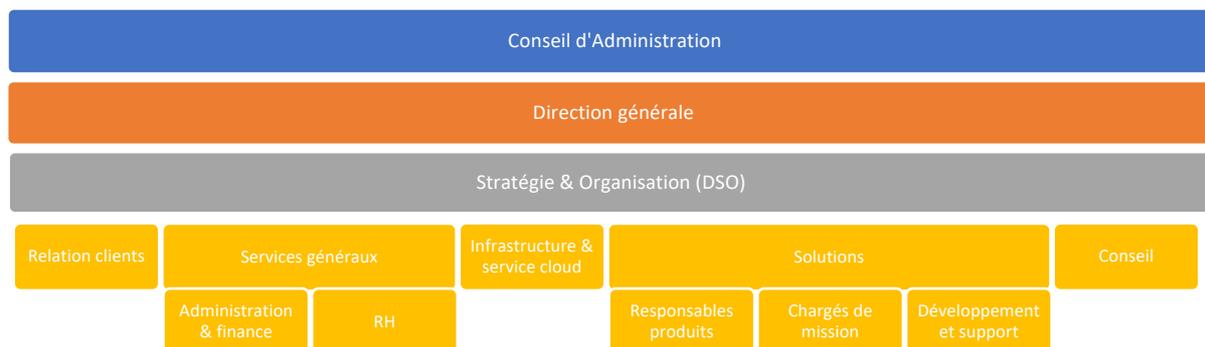
Il a également été organisé 2 assemblées générales ordinaires et une assemblée générale extraordinaire.

5.3 Représentation d'iMio dans les sociétés et organismes.

Dans le cadre du projet d'acquisition / construction d'un nouveau bâtiment pour notre intercommunale, le Conseil d'Administration a décidé de souscrire une part C1 « autres pouvoirs publics » dans le capital d'IGRETEC au prix de 6,20 €. Cette prise de participation permet à iMio d'avoir recours aux services d'IGRETEC dans le cadre d'une relation inHouse.

Nous n'avons cependant pas de représentant au sein des organes de gestion d'IGRETEC ni aucun autre organisme.

5.4 Organigramme fonctionnel.



Nous avons en 2021 recruté 4 nouveaux collaborateurs. Au 31 décembre 2021, l'équipe iMio comptait 45 personnes.

L'évolution des effectifs depuis la création de l'intercommunale est la suivante :

Année	Effectif 31/12	Croissance
2012	12	
2013	14	+ 2
2014	17	+ 3
2015	18	+ 1
2016	21	+ 3
2017	25	+ 4
2018	29	+ 4
2019	35	+ 6
2020	41	+ 6
2021	45	+4

Afin d'optimiser notre fonctionnement, nous avons mise en place une équipe transversale DSO à l'ensemble de nos activités.

L'objectif de cette équipe composée de 3 personnes est :

- Participer à la conception et au suivi du plan stratégique technique ;
- Mettre en place et formaliser les outils et méthodes garantissant la qualité des produits et leurs améliorations ;
- Mettre en place les outils et méthodes assurant le suivi de la planification, conception et de livraison des produits et des services ;
- Effectuer toutes recherches présentant un intérêt pour l'intercommunale, en fonction des orientations de son plan stratégique technique et en concertation avec les équipes ;
- Assurer la coordination technique des équipes de développement et des prestataires ;
- Identifier et renforcer les bonnes pratiques dans la conception des logiciels ;
- Participer à la modélisation de l'architecture technique et de ses composants ;
- Assurer la cohérence entre l'architecture métier, l'architecture applicative et l'architecture technique (réseau, système, infrastructure ...) ;
- Assurer les activités devops (intégration continue et déploiement continu) en collaboration avec les développeurs et le département infrastructure.



6 Activités réalisées en 2021.

Nous détaillons ci-dessous les principales activités réalisées par les équipes iMio. Cette liste n'est pas exhaustive mais donne un bon aperçu du travail réalisé et de l'utilisation des subsides durant l'année 2021.

Il est à faire remarquer que la pandémie a continué à impacter fortement notre fonctionnement durant l'année 2021.

6.1 Gestion administrative et financière de l'intercommunale.

Toutes les démarches administratives, légales et opérationnelles nécessaires à la gestion de l'intercommunale ont été réalisées.

Nous pouvons citer principalement :

- Passation des marchés publics nécessaires au fonctionnement de l'intercommunale (voir liste ci-après) ;
- Démarches liées à la gestion du personnel (secrétariat social, Cohezio, Ethias Assurance, ONSS, chèques repas, ...)
- Gestion de la comptabilité, des rapports de gestion et de contrôle ;
- Rédaction des dossiers de subsides ;
- Mise en application du nouveau décret gouvernance ;
- Gestion des procédures de contrôle et de gestion ;
- Gestion de la comptabilité et des clôtures trimestrielles ;
- Gestion des adhésions des Pouvoirs locaux (adhésion, convention cadre de service, dispositions particulières, ...)
- Préparation et participation au salon des mandataires et à la conférence Plone ;
- Organisation et gestion des comités de gestion, des comités de rémunération, des conseils d'administration et des assemblées générales ;
- Suivi des relations avec les autorités de tutelle ;
- ...

6.2 Passation de marchés publics.

Voici la liste des marchés publics liés au fonctionnement de l'intercommunale que nous avons réalisés (conception des cahiers spéciaux des charges ; publication des avis de marchés ; réception et analyses des offres ; présentation et proposition au Comité de gestion ; gestion des rapports avec les soumissionnaires et avec la tutelle ; suivi des dossiers et de l'exécution, ...) :

Liste des marchés :

Description du marché	Attribué à	Date attribution	Début mission	Fin de mission	Montant attribué (HTVA)
Désignation d'un collège de deux réviseurs	Groupe Audit Belgium	22/06/21	2021	2023	21 600,00 €
Prestations de développement sur nos logiciels Open Source et services annexes	Lot 1 : Affinitic Lot 2 : Affinitic Lot 3 - Arrêt procédure Lot 4 : Geezteem Lot 5 : Netvaast	Lot 1 : 07/09/2021 Lots 2, 3, 4 et 5 le 27/04/2021	Lot 1 : 30/11/2021 Lots 2, 4 et 5 : 27/04/2021	48 mois à dater de la notification	Lot 1 :286.400 € Lot 2 : 51.800 € Lot 4 : 17.500 € Lot 5 : 37.500 €
Solution d'hébergement pour nos applications	Lot 1 : OVH CLOUD Lot 2 : Arrêt procédure	Lot 1 : 27/04/2021 Lot 2 : 25/05/2021	Lot 1 : 26/07/2021	7 ans à dater de la notification	Lot 1 : 2.016.268,08 €
Fournitures de véhicules de fonction et de service par voie de leasing opérationnel - Accord cadre	Belfius Auto Lease	25/05/21	26/07/21	48 mois à dater de la notification	1 250 000,00 €
Centrale d'achat - Services de messagerie	en attente				
Prestation graphique - Déclinaison visuelle en charte graphique pour site Web	Expansion	13/08/21	27/10/22	48 mois à dater de la notification	167 600,00 €
Fourniture et maintenance de moyens de dématérialisation	Lot 1 : Dyanix Lot 2 : Ricoh	26/10/21	27/12/21	48 mois à dater de la notification	Lot 1 : 440.258,95 € Lot 2 : 376.087,25 €
Fourniture d'une solution de stockage back-up pour le projet de remplacement de l'infrastructure de l'AC et CPAS de Gembloux	Logical Tic	25/01/22	3/02/22	A la notification	9 028,74 €
Fourniture de licences pour le projet de remplacement de l'infrastructure de l'AC et CPAS de Gembloux	UPFRONT	25/01/22	En attente avis tutelle		114 483,82 €
Solution d'hébergement pour nos applications - Lot 2 "Conseils et prestations en matière d'industrialisation de solutions SaaS & PaaS Relance Lot 2 MP AOO/003/2021	ENIX SAS	25/01/22	En attente avis tutelle		110 000,00 €

Liste des marchés < 30 000 €

Type de procédure	Description du marché	Attribué à	Date attribution	Montant HTVA MP Service	Montant HTVA MP Fournitures
Marché sur simple facture acceptée	Marché de prestations our la mise en œuvre de l'intranet Quaive	Cosent	23/02/21	20 000,00 €	
Procédure négociée sans publicité préalable	Acquisition de PCs portable	Redcorp	30/03/21		12 982,40 €
Marché sur simple facture acceptée	Prolongation de la mission de DPO confié à Mielabelo	Mielabelo	27/04/21	17 600,00 €	
Marché sur simple facture acceptée	Acquisition de licences Antivirus et RDS SPLA	Nexis SA	22/06/21		12 306,00 €
Marché sur simple facture acceptée	Mission d'accompagnement sur les évolutions de l'utilisation des logiciels Atlassian et le support	NSI	22/06/21	7 950,00 €	
Marché sur simple facture acceptée	Comande d'une ligne graphique générique pour le nouveau guichet intelligent	Expansion Partners SA	22/06/21	6 600,00 €	
Procédure négociée sans publicité préalable	Migration VOIP en Saas et contrat de service / support	BE IP	7/09/21	21 449,06 €	
Marché sur simple facture acceptée	Commande du stand pour le Salon Municipalia 2021	O3	7/09/21		9 674,88 €
Procédure négociée sans publicité préalable	Commande d'un NAS et 6 disk pour l'équipe iA.Consult	NAS : Redcorp Disk : Megekko	7/09/21		2 076,24 €
Procédure négociée sans publicité préalable	Bornes électriques	CenEnergy	7/09/21		15 056,71 €
Marché sur simple facture acceptée	Mise à jour de Geover (Urban)	Champs Libres	7/12/21	1 520,00 €	
Marché sur simple facture acceptée	Accompagnement développement React	Been Green	7/12/21	1 959,80 €	
Marché sur simple facture acceptée	Prestation de développement pour l'Intranet Quaive	Cosent	7/12/21	23 974,65 €	
Marché sur simple facture acceptée	Mise en place des outils Florys (baromètres et évaluation)	MG Consultant	7/12/21	4 290,00 €	
Marché sur simple facture acceptée	Achat licence Webspellcheck (correcteur orthographique)	TeamDev Management	7/12/21	2 543,86 €	
Marché sur simple facture acceptée	Remplacement d'un PC défectueux	Switch	7/12/21		2 507,36 €

6.3 Promotion de nos services.

Nous avons organisé et/ou participé à diverses présentations (Salon des mandataires, présentation virtuelles...) afin d'informer les Pouvoirs locaux de nos missions, présenter nos offres de services et démontrer qu'IMIO est bien **un partenaire public des Pouvoirs locaux et non une société à vocation commerciale**.

Vu le contexte sanitaire particulier de cette année 2021, peu d'évènements de promotion ont été organisés cette année.



6.4 Modification de nos statuts.

Nous avons procédé à la modification de nos statuts en 2021.

Les modifications visent à actualiser nos statuts avec les dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à l'exception « inHouse » ainsi que la mise en conformité avec le nouveau code des sociétés et des associations.

Les nouveaux statuts ont été approuvés par l'autorité de tutelle et soumis au vote de l'Assemblée Générale en septembre 2021.

Nos nouveaux statuts sont repris en annexe.



6.5 Activité "Accompagnement organisationnel, simplification administrative et centrale de marchés/d'achats".

6.5.1 Gestion des emplois et des compétences : logiciel Os-Skill.

Nous avons accompagné les utilisateurs de la solution dans leur démarche GPEC.

6.5.2 Gestion des services techniques : logiciel Atal version 5 et e-Atal.

La solution de gestion des services techniques, ATAL, proposée par l'intercommunale est particulièrement appréciée par les Pouvoirs locaux. Ce choix s'avère judicieux et les nombreuses demandes d'information le démontrent.

Depuis la remise en concurrence du contrat de maintenance qui a débouché sur un nouveau partenariat très efficace avec l'éditeur du logiciel Berger-Levrault, notre offre ATAL s'est fortement enrichie avec une solution de signalement et des nouveaux modules fonctionnels ATAL (solution mobile, Opendata et code-barres).

2021 est une continuité des prospections, des ventes et des suivis de cette solution logicielle intégrée.

Nous nous sommes concentrés sur l'implémentation des nouveaux modules chez nos clients et avons accompagné les utilisateurs des 63 Pouvoirs locaux qui utilisent la solution.

La nouvelle version de la solution a été déployée chez tous nos clients et l'offre a été renforcée avec une la nouvelle version e-Atal v6. Le formulaire de signalement de iA.Téléservices a été intégré à l'offre ATAL.

6.5.3 Accompagnement organisationnel.

Les services offerts sont nombreux. :

- État des lieux du parc informatique, préparation au diagnostic réseau ;
- Assistance à la gestion de l'infrastructure ;
- Dépannages ponctuels divers ;
- Assistance, préparation d'appel d'offres informatiques ;
- Aide aux choix technologiques ;
- Contact avec les fournisseurs et prestataires technologiques ;
- ...

Nous avons accompagné les Pouvoirs locaux suivants :

- Commune de Braine-l'Alleud
- Commune de Farciennes
- CPAS de Quaregnon
- Commune de Chastre
- Ville de Chièvres
- Commune de Silly
- CPAS de Braine-l'Alleud
- Commune de Hensies
- Commune d'Incourt
- Ville d'Enghien
- Commune de Sambreville
- Ville de Lessines



- Commune de Lasne
- Commune de Mont-Saint-Guibert
- Ville de Genappe
- Zone de secours Hainaut-centre
- Comme d'Yvoir
- Commune d'Hélécine
- AIESH
- Commune de Rixensart
- Ville de Gembloux
- CPAS de Gembloux
- Commune de Quaregnon
- ISBW
- Commune de Nassogne
- Commune de Florenville
- CPAS de Rixensart
- Commune de Dison
- Commune de Boussu
- Commune de Florennes

6.6 Activité "Production de logiciels libres en mutualisation".

6.6.1 Configuration et maintenance des outils.

Les tâches principales sont :

- La mise en place des outils sur l'infrastructure centrale ;
- La configuration des outils, la rationalisation et la consolidation des développements ;
- L'assistance technique (helpdesk pour résolution de bugs) aux Pouvoirs locaux ;
- La relation technique avec les Pouvoirs locaux dans les projets et la communication personnalisée pour assurer la gestion du changement ;
- La coordination de la consultance technique.

Nous avons en 2021 mis en place 113 nouvelles solutions :

	2021
iA. AES	7
iA. Délib	33
iA. Docs	27
iA. PST	3
iA. Téléservice	11
iA. Urban	6
iA. Web	26
Total	113

En plus de cette évolution des nouveaux clients, nous avons en 2021 réalisé 26 installations du module deliberations.be et une dizaine de migrations de Site internet.

6.6.2 Demandes de support/développement.

En 2021, il y a eu au total 5411 tâches d'activité interne de l'équipe iMio (développement, analyse, correction de bugs, tâches de gestion, ...) et 5150 demandes des membres (demandes d'améliorations, questions, aide, problèmes avec les applications, ...). L'augmentation est de 1 % par rapport à 2020.

Le tableau suivant reprend les demandes des membres par produit :

Produit	Demande d'adaptation	Demande d'amélioration	Problème	Question
Autre-Support	1	2	10	12
Jira - Gestion des tickets	6	1	4	66
Portail Parent	10	1	42	27
Townstreet	0	0	2	1
Visio - Jitsi	1	0	4	0
iA.AES	64	8	118	195
iA.Bibliotheca	2	0	2	10
iA.Consult	0	0	0	1
iA.Delib	502	47	428	453
iA.Docs	40	18	133	90
iA.Geo	1	2	0	0
iA.PST	12	1	30	32
iA.Quaive	0	0	0	1

iA.SmartWeb	262	39	416	580
iA.Tech	13	4	43	14
iA.Teleservice	122	18	225	372
iA.Urban	117	41	401	103
Total	1153	182	1858	1957

Le tableau suivant reprend l'activité interne par produit :

Produit	Analyse	Bug	Configuration	Développement	Scénario	Gestion	Incident	Proposition	Tâche
Autre-Support	71	21	31	22	13	35	1	22	261
Infra	5	31	24	13	2	0	0	30	179
Jira - Gestion des tickets	3	12	7	0	1	2	0	0	91
Portail Parent	6	24	8	29	4	2	1	8	65
Townstreet	8	26	7	15	5	0	0	6	33
iA.AES	0	39	37	308	39	11	1	2	175
iA.Bibliotheca	0	1	4	0	1	0	0	0	11
iA.Consult	80	3	8	0	3	70	0	1	229
iA.Delib	0	53	2	121	1	2	0	5	573
iA.Docs	11	25	9	41	2	1	0	10	109
iA.GED	0	0	0	0	0	0	0	0	3
iA.GPEC	0	0	2	1	0	0	0	0	0
iA.Geo	0	0	2	0	0	0	0	0	1
iA.Ideabox	0	0	2	0	1	0	0	1	5
iA.PST	12	5	0	80	10	3	0	4	23
iA.Projet	0	9	0	7	0	0	1	0	11
iA.Quaive	0	0	0	0	0	0	0	0	4
iA.SmartWeb	10	26	93	50	35	21	1	27	129
iA.Tech	8	18	126	5	0	9	0	0	49
iA.Teleservice	138	90	52	85	25	13	5	41	451
iA.Urban	1	43	25	90	15	10	0	4	417
Total	353	426	439	867	157	179	10	161	2819

6.6.3 Développement et évolution des outils.

Les tâches principales sont :

- La réponse aux demandes d'adaptation des outils exprimées par les clients ;
- La correction des bugs ;
- La gestion des nouvelles versions.

6.6.4 Support aux utilisateurs, ateliers et formations.

Les tâches principales sont :

- L'accompagnement des utilisateurs au cours des ateliers ;
- La formation des référents des Pouvoirs locaux ;
- Le helpdesk aux utilisateurs ;
- La résolution de bugs ;
- La coordination entre les Pouvoirs locaux et les partenaires (par exemple dans le cas de la reprise de données) ;



Cette année compte tenu de la situation sanitaire, les ateliers ont été remplacés par de l'accompagnement en visio-conférence.

Les activités liées à ces « ateliers virtuels » ont été notifiées via l'outil de gestion des demandes (Jira). Elles sont incluses dans le tableau ci-dessus reprenant les demandes de support.



6.6.5 Gestion de l'infrastructure.

Nous assurons la gestion et la maintenance de notre infrastructure d'hébergement (Cloud privé) :

- 133 Serveurs/VM
- 754 services

Les tâches principales sont :

- La gestion quotidienne de l'infrastructure centrale ;
- L'optimisation des serveurs ;
- La gestion des backups et de la sécurité ;
- La veille technologique.

Nous hébergeons plus de 900 instances de nos applications sur notre infrastructure.

Améliorations majeures :

- Industrialisation de la solution iA.Quaive afin de l'héberger sur nos serveurs
- Migration vers un cluster de base de données PostGresql
- Industrialisation de la solution Smartweb (moteur de recherche indépendant, base de données, automatisation des déploiements)
- Tests concluants d'industrialisation d'iA.delib
- Décentralisation des backups sur plusieurs sites physiques
- Hébergement du projet Biommap

6.6.6 Nouveautés.

2021 a été extrêmement riche dans l'évolution de nos solutions qui seront mises à disposition de nos membres. Bien qu'il soit difficile de citer toutes les évolutions, nous pouvons néanmoins mettre en avant les projets suivants :

Nom du projet	Description
Nouvelle version iA.SmartWeb + ajout guichet et version PWA	<p>Ces dernières années, une série de normes et de pratiques ont conduit les Pouvoirs publics à adapter leurs outils de communication vers le citoyen. Le site web communal est évidemment une des premières cibles visées par ces évolutions.</p> <p>Le modèle de site communal élaboré par iMio dans sa version actuelle, possède une architecture trop monolithique et vieillissante pour pouvoir faire face à ce défi.</p> <p>Ce projet consiste à concevoir un espace de communication unifié permettant de dématérialiser les échanges entre le citoyen et sa ville.</p> <p>Outre le respect des nouvelles directives européennes en matière d'accessibilité, le RGPD et avec les bonnes pratiques des stratégies d'eGouvernement qu'elles soient locales ou européennes (open data, principe only once, interopérabilité, ...), cette plateforme regroupera une série de services transactionnels (démarches administratives) et informationnels (le contenu traditionnel du site web communal, les décisions des conseils communaux, ...).</p>



	<p>Concrètement, cela se traduit par une intégration forte entre deux produits d'iMio : la plateforme iA.Téléservices pour la partie transactionnelle et iA.Smartweb pour l'informationnel.</p> <p>iA.Smartweb+, résultat de cette "fusion" devra donc offrir une expérience utilisateur cohérente et fluide au citoyen et une grande facilité de gestion pour l'agent communal.</p>
<p>Réécriture du projet AES</p>	<p>Le produit a été originellement conçu pour par un Pouvoir locaux pour ses propres besoins.</p> <p>Une première adaptation a été réalisée lors de la reprise du projet par iMio en 2015 afin d'assurer la mise à disposition du logiciel à d'autres acteurs locaux.</p> <p>Les fonctionnalités sensibles et l'architecture générale n'ont toutefois pas été adressées par ce premier travail de refactoring.</p> <p>Il en résulte que l'augmentation du nombre de clients et l'ajout de nouvelles fonctionnalités ont révélé une série de faiblesses telles que des lenteurs, erreurs comptables, fuite de données, ergonomie nécessitant une réécriture profonde du projet pour les éliminer.</p> <p>Cette réécriture à partir de zéro est l'objet de ce projet.</p> <p>Techniquement elle sera menée en tenant compte des principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de la version 15 du framework Odoo (actuellement il s'agit de la version 9) • Utilisation autant que possible des entités de données et modules de la version communautaires du framework • Réécrire le code en se basant sur les mécanismes de gestion des données du framework (object relational mapping - ORM) • Mettre en place une procédure de migration • Améliorer l'interface utilisateur vers le responsive
<p>Sources authentiques</p>	<p>En tant que service public (cfr statuts), iMio, en plus des obligations légales liées à son activité de production de logiciel, s'inscrit dans les politiques d'eGouvernement locales et européennes. Le principe "only once" de la commission européenne doit donc être intégré à la conception de ses logiciels,notamment par le biais de sources authentiques.</p> <p>L'objectif de ce projet est l'implémentation du concept de sources authentiques aussi bien au sein des logiciels libres développés par l'intercommunale que pour ceux acquis "sur étagère".</p> <p>On visera ici plus spécifiquement les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • iA.Téléservices : pour éviter au citoyen de compléter les données d'un formulaire si un Pouvoir public (local, régional, fédéral) les possède déjà.

	<ul style="list-style-type: none"> • iA.Urban : dans le cadre du lien entre les logiciels SPW développés dans le cadre du projet des permis d’environnement (PE/PU) et la backoffice de la ville. • iA.Tech/iA.Téleservices : assurer le flux digital de bout en bout entre l’outil de gestion des signalements “FixMyStreet” et le logiciel utilisé par le services technique de la ville
Intranet iA.Quaive	<p>Espace de communication interne du Pouvoir local.</p> <p>Cet “intranet de productivité” allie la diffusion d’information (notes de service, actualités, règlements, procédures, ...) à la possibilité pour chaque service de créer son propre espace de travail structurant et collaboratif via l’édition en ligne de documents.</p> <p>Ce portail a également pour objectif de gérer de manière centralisée le flux d’activités et d’informations provenant d’autres applications conçues par iMio. “Quaive” utilisant les mêmes technologies que les autres produits développés par iMio, une économie d’échelle est réalisées pour le service d’hébergement.</p>
Permis de logement	<p>Un permis de location est exigé pour certains types de logements, ceux-ci doivent répondre à des critères minimaux de qualité : salubrité, superficie habitable, nombre de pièces, inviolabilité du domicile et respect de la vie privée.</p> <p>Ce projet consiste à développer un logiciel permettant au service logement de recenser les logements de la ville, pour ensuite leur attribuer des dossiers (permis de location, constat d'immeuble inoccupé, ...).</p>
Migration Plone5	<p>L’objectif de ce projet est d’adapter les applications utilisant le framework Plone à la version 5.</p>
GED	<p>L’objectif de ce projet est de dématérialiser l’administration des pouvoirs locaux en construisant une plateforme documentaire qui</p> <ul style="list-style-type: none"> • centralise et rend accessible les documents produits par les applications verticales • permet de digitaliser une série de processus documentaire • reprend/indexe les fichiers des file systems <ul style="list-style-type: none"> ○ intégrant la signature électronique ○ et à terme l’archivage électronique <p>Il s’agit également de mettre les ressources nécessaires pour assister les pouvoirs locaux dans la transformation des rôles et compétences;</p> <p>La simplification administrative, la gestion zéro papier, la facilitation du télétravail, une plus grande efficacité et un confort accru des équipes ainsi que la sécurité des données sont au cœur de ce projet.</p>
Cartographie des sinistrés de la commune de Trooz	<p>Application web mise en place dans le cadre des inondations afin d’assurer le suivi apporté à chacun des dossiers des sinistrés. Reprenant les données du registre national, l’outil assure l’enrichissement structuré des données en évitant les ré encodages.</p> <p>Cet encodage est réalisé sur place à partir d’un smartphone.</p>



	Développé en 2 jours, il a prouvé l'efficacité du savoir-faire d'iMio en cas de situation de crise.
Biommap	Portail web orienté citoyen permettant de collecter et visualiser les données relatives au potentiel de biodiversité de la commune. Projet open source mené pour le compte de la commune de Wasseiges et du GAL MeuseCampagne en collaboration avec les parcs naturels français (https://geonature.fr/) et un opérateur wallon (https://www.champs-libres.coop/).

6.6.7 Projet de coopération avec le SIGI du Grand-Duché du Luxembourg.

Nous avons débuté le projet de mutualisation de la plateforme SIGINOVA avec le Luxembourg :

6.6.7.1 Introduction

Les besoins en digitalisation des Pouvoirs publics connaissent une forte croissance que les procédés traditionnels ont beaucoup de mal à satisfaire dans des délais et des coûts raisonnables.

D'autre part, habitués aux solutions proposées par les GAFAM, les utilisateurs s'attendent à disposer d'outils infailibles comportant des facilités offertes par l'intelligence artificielle ou d'autres technologies de pointe.

S'il peut être séduisant de collaborer avec ces grands éditeurs de logiciels, on ne peut ignorer un risque de dépendance technologique et une imprévisibilité de leur pratique tarifaire. Deux éléments essentiels à prendre en compte dans la stratégie digitale des services publics.

Prenant conscience de l'urgence d'investir dans une informatique publique performante, le grand-Duché du Luxembourg a récemment développé la solution SIGINOVA afin d'accélérer la digitalisation de ses communes tout en contrôlant ses coûts et sa pérennité.

D'autres pays européens ont évidemment des démarches similaires, mais l'initiative luxembourgeoise possède une spécificité qui la rend potentiellement avant-gardiste. Elle est basée sur le postulat que les outils de développement de logiciels disponibles sur le marché sont trop généralistes pour créer une informatique métier selon les critères déjà cités. Leur choix a donc été de créer un nouvel outil de développement avec une finalité de gestion métier orientée « eGouvernement ». Cela s'est concrétisé par la création d'un langage informatique spécifique (Domain Specific Language – DSL) parallèlement à la mise en place d'un environnement adapté à la conception d'applications métiers conçues à l'aide de ce langage. Par la nature même de l'eGouvernement, cet environnement est complexe : on y retrouve une série de briques logicielles permettant de gérer l'interopérabilité, la gouvernance des données, l'archivage, la sécurité, l'authentification, la gestion des sources authentiques, etc ...

Le cycle de vie de conception des applications s'inscrit dans une méthodologie agile maison, « ODIN », déclinaison plus accessible des grandes normes de l'industrie informatique et des bonnes pratiques promues par la commission européenne.

Cette approche assure une complémentarité entre tous les collaborateurs intervenant dans le cycle de vie d'un logiciel : qu'il soit utilisateur, informaticien, analyste business, tous participent à l'élaboration du projet grâce aux outils adaptés à leur compétences. Les analystes business vont par exemple pouvoir rédiger les spécifications fonctionnelles via une interface technique simplifiée (low-code) de manière à pouvoir générer un prototype applicatif directement présentable à l'utilisateur final. Cette approche organisationnelle par compétences plutôt que pyramidale assure la dimension agile/lean du projet.

6.6.7.2 La réutilisation

De par sa conception, le langage de la plateforme SIGINOVA, de même que l'environnement et la méthodologie ne sont pas liés à un métier, donc à une législation particulière. Un pays tiers peut tout à fait bâtir ses propres applications sans hériter des spécificités luxembourgeoises.



Percevant l'intérêt potentiel d'autres partenaires étrangers, les concepteurs de SIGINOVA mènent une réflexion sur les possibilités de mutualiser la plateforme.

6.6.7.3 *Le projet communautaire*

La volonté du SIGI est de s'appuyer sur SIGINova pour assurer la digitalisation des Pouvoirs locaux luxembourgeois. Il s'agit donc d'un investissement à long terme et les anciennes plateformes seront donc progressivement abandonnées.

Cela ne signifie pas pour autant que SIGINOVA remplacera toutes les applications. Certains logiciels spécialisés continueront à être employés, mais une interopérabilité forte sera assurée avec SIGINOVA par une synchronisation des données.

Néanmoins, assurer seul l'évolutivité d'une plateforme avec une telle ambition représente un investissement conséquent. L'objectif du SIGI est de développer une communauté de contributeurs et d'utilisateurs autour de SIGINOVA dans un cadre européen.

Des contacts ont été pris dans ce sens avec plusieurs organismes publics étrangers comme VICTOR en Flandre, IDELUX et iMIO en Wallonie, les Pays-bas, l'Allemagne, la Commission Européenne, etc ...

La volonté du SIGI étant d'attirer les contributeurs tout en gardant un contrôle sur la plateforme implique les choix suivants :

1. Les institutions publiques, par nature non commerciale, seront les seuls à assumer la gouvernance du projet de manière à en conserver la maîtrise.
2. Une licence open source est à favoriser de manière à accélérer l'adoption de la plateforme par les contributeurs et les utilisateurs.

La licence doit permettre aux contributeurs de s'approprier et maîtriser le code et d'assurer le reversement. Toutefois, des modalités plus restrictives de diffusion peuvent être envisagées dans ce projet, au moins dans un premier temps.

La licence doit également être compatible avec les briques logicielles utilisées par SIGINOVA de manière, par exemple, à assurer une distribution dans un seul « package ». Le cas échéant, une distribution séparée (code SIGINOVA et briques) peut être envisagée.

Les licences telles que l'AGPL ou la GPL2 sont à analyser dans ce cadre.

6.6.8 *Mission Cyber sécurité.*

Contexte :

Les déboires subis récemment par les Pouvoirs locaux wallons en matière de cybercriminalité ont été suivis de plans d'actions propres à chaque institution, ce qui n'a pas permis d'en faire bénéficier d'autres cibles potentielles.

Une structure centralisatrice comme iMio disposant de moyens d'actions est indispensable si l'on veut améliorer durablement la sécurité digitale de tous les Pouvoirs locaux. Car si les villes de Liège ou de Seraing ont pu mettre en place une panoplie de mesures permettant de réduire le risque, il est difficilement envisageable d'imaginer que toutes les communes aient la maturité digitale suffisante pour mettre en œuvre une telle stratégie.

L'enjeu est donc d'accompagner les Pouvoirs locaux dans la mise en œuvre des bonnes pratiques dans le cadre de la transformation digitale.

Cela dépasse donc de loin les aspects purement sécuritaires de l'informatique et nécessite d'adopter préalablement une stratégie basée sur les valeurs (gouvernance de la donnée, pérennité, maîtrise, ...) et sur une méthodologie adaptée au terrain des Pouvoirs locaux..



Le Gouvernement wallon a décidé d'octroyer à iMio une subvention pour soutenir la transition numérique des Pouvoirs locaux dans le cadre de la cyber sécurité pour les années 2022 et 2023.

Le plan d'action concret sera remis par iMio dans le premier trimestre 2022.

Principes de mise en œuvre :

La démarche d'iMio s'inscrit dans la cohérence des politiques menées par les niveaux régionaux et fédéraux. Cela permettra notamment de bénéficier d'une série d'outils méthodologiques et techniques, de mener des actions communes avec d'autres administrations, et globalement d'optimiser les investissements publics.

En effet, le fonctionnement des Pouvoirs locaux n'exige pas de dispositions particulières exigeant une politique spécifique en matière de cyber sécurité.

On veillera néanmoins à adapter les actions en fonction des éléments suivants :

Il s'agit d'entités exerçant des activités similaires. On veillera donc à évaluer systématiquement le potentiel de mutualisation.

Le respect de l'autonomie communale nécessite une attention particulière concernant la gouvernance des projets : une approche bottom-up, des actions de sensibilisation menées vers les édiles locaux, ...

Certains organismes comme les CPAS doivent déjà répondre à des exigences (fédérales) en matière de cyber sécurité. Les distorsions devront être évitées.

L'arrêté du Gouvernement Wallon est repris en annexe.

7 Comptes temporaires 2021.

	2021	2020	Variation 2020/2021	Variation 2020/2021 (%)
Chiffre d'affaires	4 753 459,12	4 156 575,94	596 883,18	14,36%
Subsides	111 010,00	264 000,00	-152 990,00	-57,95%
Productions immobilisées	300 107,98	0,00	300 107,98	
Autres produits et récupération de frais	64 783,54	53 178,88	11 604,66	21,82%
Total des produits d'exploitation	5 229 360,64	4 473 754,82	755 605,82	16,89%
Approvisionnements	-942 570,79	-940 055,46	2 515,33	0,27%
Services et biens divers	-822 329,65	-565 595,28	256 734,37	45,39%
Total des charges d'exploitation	-1 764 900,44	-1 505 650,74	259 249,70	17,22%
Rémunérations, charges sociales et pensions	-3 101 301,49	-2 682 340,51	418 960,98	15,62%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	363 158,71	285 763,57	77 395,14	27,08%
Amortissements	-112 404,37	-118 587,82	-6 183,45	-5,21%
Réduction de valeur	-9 000,00	2 700,00	11 700,00	
Autres charges d'exploitation	-15 676,95	-12 430,63	3 246,32	26,12%
Bénéfice d'exploitation	226 077,39	157 445,12	68 632,27	43,59%
Produits financiers	8 279,70	21 035,01	-12 755,31	-60,64%
Charges financières	-20 312,63	-22 323,79	-2 011,16	-9,01%
Bénéfice de l'exercice avant impôts	214 044,46	156 156,34	57 888,12	37,07%
Impôts sur le résultat	-61 282,34	-66 460,01	-5 177,67	-7,79%
Bénéfice de l'exercice	152 762,12	89 696,33	63 065,79	70,31%

Le total des produits hors subsides est de 98 %.

Le regroupement suivant nos axes analytiques donne ceci :

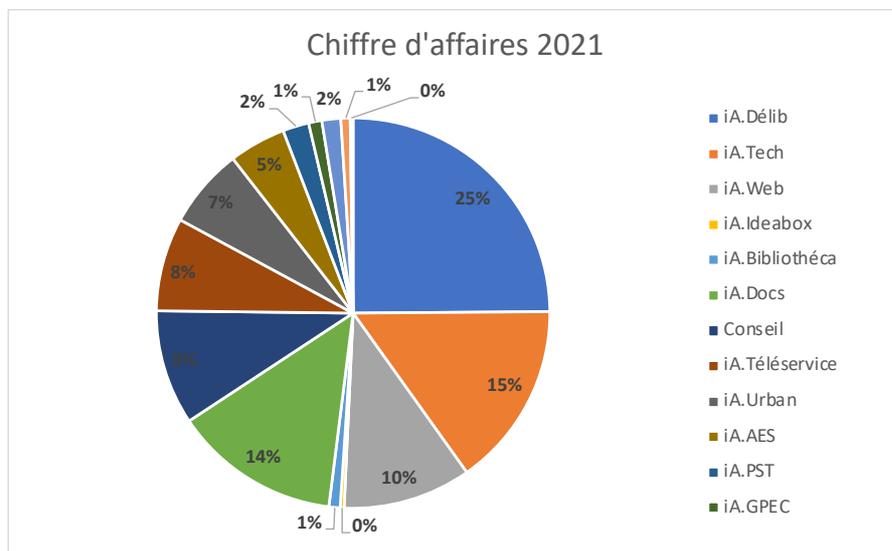
	2021	2020	Variation
Chiffre d'affaire	4 753 459,12 €	4 156 575,94 €	14,4%
Productions immobilisées	300 107,98 €		
Ensemble des charges en personnel	(3 299 312,71) €	(2 885 099,46) €	14,4%
Sous-traitance & hébergement	(942 570,79) €	(940 055,46) €	0,3%
Marge S/ activité	811 683,60 €	331 421,02 €	144,9%
Frais lié au bâtiment	(72 702,39) €	(76 071,60) €	-4,4%
Frais généraux	(98 184,65) €	(91 358,39) €	7,5%
Frais généraux "légaux" (compta, rév, etc)	(127 751,05) €	(93 170,48) €	37,1%
Prestations pour immobilisations	(225 042,99) €		
Marketing & Communication	(43 345,01) €	(58 968,52) €	-26,5%
Jetons de présence	(21 426,69) €	(20 111,70) €	6,5%
Divers - Taxes	(7 071,69) €	(4 731,18) €	49,5%
Consommation subsides	8 279,70 €	21 035,01 €	-60,6%
Subsides accordés	111 010,00 €	264 000,00 €	-58,0%
EBITDA - Analytique	335 448,83 €	272 044,16 €	23,3%
Amortissements et réduction de valeur	(121 404,37) €	(115 887,82) €	4,8%
EBIT - Analytique	214 044,46 €	156 156,34 €	37,1%
Charges de dettes	- €	- €	
Impôts sur le résultat	(61 282,34) €	(66 460,01) €	-7,8%
Résultat final	152 762,12 €	89 696,33 €	70,3%

7.1 Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires pour 2021 s'établit à 4 753 459,12 € en progression de 14,36% par rapport à 2020. Cette croissance est à mettre en relation avec l'excellente dynamique commerciale actuelle et l'adhésion massive des Pouvoirs locaux à notre démarche de mutualisation.

La pandémie de la Covid n'a pas eu de réel impact sur notre activité en 2021.

La ventilation du chiffre d'affaires est la suivante :



Solutions	2021	2020	Variation 2020/2021
iA.Délib	1 182 708,47 €	1 030 404,13 €	14,78%
iA.Tech	727 842,24 €	749 420,31 €	-2,88%
iA.Web	500 925,94 €	524 115,44 €	-4,42%
iA.Ideabox	15 176,20 €	23 446,50 €	-35,27%
iA.Bibliothéca	43 911,62 €	- €	
iA.Docs	651 566,04 €	466 005,37 €	39,82%
Conseil	452 014,76 €	400 259,77 €	12,93%
iA.Téléservice	367 866,87 €	319 316,95 €	15,20%
iA.Urban	314 089,50 €	282 155,84 €	11,32%
iA.AES	222 486,10 €	158 787,33 €	40,12%
iA.PST	102 155,28 €	89 834,82 €	13,71%
iA.GPEC	51 633,35 €	59 909,48 €	-13,81%
Espace de stockage	73 600,00 €	52 920,00 €	39,08%
Centrale GRH	36 412,75 €	- €	
iA.GED	11 070,00 €	- €	
Total	4 753 459,12 €	4 156 575,94 €	14,36%

7.2 Production des immobilisés.

L'activation des immobilisations au niveau des frais de développements a pour conséquence une production des immobilisés de 300 107,98 €.

7.3 Ensemble des charges en personnel.

L'augmentation de la charge salariale est de 14,4% par rapport à 2020.

Cette augmentation s'explique par :

- l'accroissement de notre équipe de 6 ETP en 2020 et 4 ETP en 2021 pour nous permettre de faire face au volume en constante croissance de notre activité ;
- l'augmentation du coût lié au report des congés non pris.



Ce poste reprend l'ensemble des charges en personnel et notamment :

- Les rémunérations ;
- Véhicules et frais de déplacement ;
- Frais en personnel ;
- Les assurances ;
- Les charges sociales ;
- ...

7.4 Sous-traitance & hébergement.

Ce poste reprend les frais d'hébergement ainsi que tous les frais d'achat et de prestations relatifs à nos solutions.

Le volume de sous-traitance est resté stable (augmentation de 0,3%) par rapport à 2020.

7.5 Marge S/ activité.

La marge sur activité s'établit à 811 683,60 €.

7.6 Frais généraux (suivant le rapport analytique).

Ce poste reprend l'ensemble de nos frais de fonctionnement suivant les regroupements faits dans nos axes analytiques.

Nos frais généraux ont augmenté (7%) par rapport à 2020. Cette augmentation est principalement due à la période post covid et la reprise partielle des activités normale (comparativement à 2020).

7.7 Prestations pour immobilisations

Cela correspond aux prestations relatives aux investissements en développements.

7.8 Jetons de présence.

Ce poste reprend les jetons de présence de l'ensemble de nos administrateurs à l'exclusion des rémunérations du président et du vice-président qui sont repris dans le poste charges en personnel.

7.9 Subsidés accordés.

Nos subsides diminuent conformément à notre business plan.

Cette diminution (-58% du subside de fonctionnement) traduit notre trajectoire de self-support à l'horizon 2021.

7.10 Consommation subsides.

Il s'agit de la consommation des subsides en investissement pour les développements des années précédentes.

7.11 EBITDA suivant notre analytique

L'EDITDA suivant notre analytique s'établit à 335 448,83 € .



7.12 Amortissements.

La charge d'amortissement provient de l'amortissement de notre bâtiment, des frais de développements, de l'installation informatique, du mobilier et du matériel (informatique, téléphonie, ...).

7.13 EBIT suivant notre analytique

L'EBIT suivant notre analytique s'établit à 214 044,46 € .

7.14 Résultat final

Le résultat final s'établit à 152 762,12 € .

7.15 Comparaison par rapport aux objectifs fixés.

	Budget 2021	2021	Variation budget	Variation budget
Chiffre d'affaire	4 270 000,00 €	4 753 459,12 €	11,3%	483 459,12 €
Productions immobilisées	- €	300 107,98 €		
Ensemble des charges en personnel	(3 000 000,00) €	(3 299 312,71) €	10,0%	299 312,71 €
Sous-traitance & hébergement	(800 000,00) €	(942 570,79) €	17,8%	142 570,79 €
Marge S/ activité	470 000,00 €	811 683,60 €	72,7%	
Frais lié au bâtiment	(100 000,00) €	(72 702,39) €	-27,3%	(27 297,61) €
Frais généraux	(90 000,00) €	(98 184,65) €	9,1%	8 184,65 €
Frais généraux "légaux" (compta, rév, etc)	(100 000,00) €	(127 751,05) €	27,8%	27 751,05 €
Prestations pour immobilisations		(225 042,99) €		
Marketing & Communication	(90 000,00) €	(43 345,01) €	-51,8%	(46 654,99) €
Jetons de présence	(30 000,00) €	(21 426,69) €	-28,6%	(8 573,31) €
Divers - Taxes	(2 000,00) €	(7 071,69) €	253,6%	5 071,69 €
Consommation subsides	- €	8 279,70 €		8 279,70 €
Subsides accordés	100 000,00 €	111 010,00 €	11,0%	11 010,00 €
EBITDA - Analytique	158 000,00 €	335 448,83 €	112,3%	
Amortissements et réduction de valeur	(100 000,00) €	(121 404,37) €	21,4%	21 404,37 €
EBIT - Analytique	58 000,00 €	214 044,46 €	269,0%	
Charges de dettes	(3 000,00) €	- €		(3 000,00) €
Impôts sur le résultat	(50 000,00) €	(61 282,34) €	22,6%	11 282,34 €
Résultat final	5 000,00 €	152 762,12 €		

Au regard des objectifs que nous nous étions fixés lors de l'assemblée générale, il est à remarquer que nos résultats diffèrent fortement principalement sur le chiffre d'affaires, les charges en personnel et certains frais (hébergement OVH, frais de bâtiment, frais en marketing et investissement en développements).

Chiffre d'affaires :

En terme de chiffre d'affaires, nous avons réalisé 111,3% des objectifs qui avaient été fixés. Cela s'explique par l'excellente dynamique commerciale ayant débouché sur 237 nouvelles commandes en 2021 représentant un chiffre d'affaires commandé de 1 515 241,49 € . Nous avons également lancé 3 nouveaux produits non initialement budgétés.

Solutions	Budget 2021	2021	Variation budget	Variation budget (%)
iA.Délib	1 050 000,00 €	1 182 708,47 €	132 708,47 €	12,6%
iA.Tech	755 000,00 €	727 842,24 €	(27 157,76) €	-3,6%
iA.Web	550 000,00 €	500 925,94 €	(49 074,06) €	-8,9%
iA.Ideabox	- €	15 176,20 €	15 176,20 €	
iA.Bibliothéca	- €	43 911,62 €	43 911,62 €	
iA.Docs	470 000,00 €	651 566,04 €	181 566,04 €	38,6%
Conseil	370 000,00 €	452 014,76 €	82 014,76 €	22,2%
iA.Téléservice	320 000,00 €	367 866,87 €	47 866,87 €	15,0%
iA.Urban	350 000,00 €	314 089,50 €	(35 910,50) €	-10,3%
iA.AES	180 000,00 €	222 486,10 €	42 486,10 €	23,6%
iA.PST	100 000,00 €	102 155,28 €	2 155,28 €	2,2%
iA.GPEC	50 000,00 €	51 633,35 €	1 633,35 €	3,3%
Espace de stockage	75 000,00 €	73 600,00 €	(1 400,00) €	-1,9%
Centrale GRH	- €	36 412,75 €	36 412,75 €	
iA.GED	- €	11 070,00 €	11 070,00 €	
Total	4 270 000,00 €	4 753 459,12 €	483 459,12 €	11,3%

Charges en personnel :

Compte tenu du volume des commandes et de la charge de travail, le conseil d'administration a décidé de revoir le plan d'engagement et a autorisé le recrutement de personnel complémentaire (engagement de 6 ETP en 2020 et 4 ETP en 2021).

Cela s'est traduit par une augmentation des frais en personnel de 10% par rapport à nos prévisions.

Variation dans les frais :

Le volume de sous-traitance a fortement augmenté. Cette augmentation est principalement liée à l'augmentation des investissements en développements.

La pandémie et le télétravail ont eu pour conséquence :

- Une diminution des frais de bâtiment ;
- Une diminution des frais de carburant ;
- Une diminution des frais en marketing vu l'annulation des évènements.



8 Annexes :

Les annexes suivantes font partie intégrante du rapport d'activité pour l'année 2021 :

1. Arrêté ministériel relatif à la subvention pour couvrir nos frais de fonctionnement pour l'année 2021 ;
2. Registre des associés au 31/12/2021.